



## " On ne peut pas accueillir toute la misère du monde "

par Louis ALIOT

Le Front National, contrairement à une fausse perception que l'on a parfois, est très sensible au devenir de l'Afrique, pour une raison d'abord historique : la France a accompagné certains pays pendant de longues années, même si elle en a divorcé de manière plus ou moins violente, et il reste des liens affectifs forts... mais aussi beaucoup de craintes face à un continent qui a une croissance négative ou aléatoire, d'où des problèmes de misère, de guerre civile et d'immigration évidemment.

Autre point positif qui lie la France à une partie de l'Afrique : la langue. La francophonie est un élément déterminant des relations futures et un atout dans un monde qui, malheureusement, a fait de l'anglais une langue universelle, en tout cas la langue du commerce international.

Ce que nous souhaitons par-dessus tout, c'est que cessent les rapports troubles qui existent avec certains chefs d'Etats africains et les interventions constantes des gouvernements français dans les affaires africaines. Il faut que les Africains prennent leur destin en main. En 2002, Jean-Marie Le Pen avait apporté son soutien au plan " Millénium " des Présidents sénégalais et sud-africain pour que l'élite africaine, souvent formée dans de très bonnes universités, s'investisse dans le développement et dans une meilleure relation avec la France. Nous soutenons ceux qui veulent partager un tel projet d'avenir.

En revanche, il n'est pas possible de continuer à contribuer financièrement à des opérations douteuses en pure perte, ou d'accepter une immigration au nom de la prétendue culpabilité de notre nation dans la colonisation. Il faut lier notre aide au développement réel et nouer un partenariat privilégié, sans repentance d'aucune sorte. Il faut retrouver une logique de projets pour développer ce continent et faire émerger son potentiel. La France pourrait d'ailleurs former les élites, notamment les fonctionnaires, par la délocalisation de pôles universitaires et d'écoles.

Si la colonisation a nourri le ressentiment à l'égard de la France, il faut bien préciser que la gauche et la fausse droite ont une responsabilité historique dans ces mauvais sentiments. L'idéologie marxiste et l'anticolonialisme ont fait beaucoup plus de mal à ces pays que des décennies de présence française. Son élite scientifique, médicale, militaire, ouvrière, agricole et religieuse avait réalisé des prouesses, même si, comme dans toute activité humaine, tout n'a pas été parfait et idyllique. Le fait est, que beaucoup de pays ont accédé à l'indépendance et qu'ils n'ont toujours pas réussi à se faire une place dans l'économie mondiale, à l'exception de quelques-uns.

Suite de l'article page 2

### LES VERITES DE JEAN-MARIE LE PEN

Sur les négociations de l'OMC concernant les agriculteurs français et européens : " **Nous ne reconnaissons pas et ne reconnaitrons jamais la légitimité d'une négociation mondiale dans laquelle la France n'a pas voix au chapitre.** "

Se moquant de Mme Boutin qui a présenté un projet de loi qui doit " permettre à tous les Français d'être logés " et qui va sans aucun doute devoir faire face à une procédure qui la conduira devant la Cour de Justice de la République pour " discrimination " envers les étrangers : " **Nous l'assurons à l'avance de tout notre soutien.** "

LA FLAMME du Roussillon  
La lettre d'information des  
nationaux du Roussillon.

.....  
**Directeur de la Publication :**

M.T. Fesenbeck

**Comité de Rédaction :**

**Dossiers politiques du mois :**  
Louis Aliot - Edouard Fesenbeck

**Rédaction et Secrétariat :**

M.T. Fesenbeck

**Diffusion / Distribution :**

Jean-Luc Dufour

.....

**BP - 90 416 - 66004 PERPIGNAN -  
04.68.55.20.63.**

**Imprimerie spéciale FR**

*Suite de l'article de Louis ALIOT*

Une autre préoccupation est la lutte contre la corruption. L'Afrique a l'image d'un continent corrompu et corrompible. C'est autant la faute de certaines élites que des circuits au pouvoir en France depuis des décennies. La France peut œuvrer à la formation des élites, à la pacification des pays et participer à une logique de grands travaux. Je suis frappé qu'il n'y ait aucun plan général d'aménagement des voies de communication, de réseaux de santé ou d'énergie et je ne sais pas si les entreprises françaises sont au rendez-vous, alors que Chinois et Américains regardent d'un œil très favorable ce qui se passe en Afrique. Or, ce continent est pour le futur un formidable marché et la France a tout intérêt à y poser des jalons, être " leader " dans l'investissement. Nous avons l'avantage de connaître ce continent, d'avoir une langue commune et des liens avec les populations.

Profitons-en ! Déjà en 1987, Jean-Marie Le Pen avait proposé de tirer un trait sur les dettes des pays africains ... Le problème n'est toujours pas réglé !

D'autre part, la logique du codéveloppement oblige au dialogue. On ne peut accepter les insultes et les repentances successives. Certains diront que c'est un projet de recolonisation qui ne veut pas dire son nom. Et bien justement non ! Contrairement à la gauche et à la droite qui, depuis 40 ans, font du mauvais " colonialisme ", c'est-à-dire du " tiers-mondisme " en traitant les chefs d'Etat comme des enfants et l'Afrique comme une pompe à fric, il faut développer l'Afrique pour fixer ses populations sur son continent : c'est une politique d'avenir, une condition pour éviter notre submersion.

Sarkozy et Hortefeux ne feront rien dans ce domaine. Ils ont beaucoup promis et reculent sur tout, y compris sur la présence militaire en Afrique qui ouvre la voie à l'influence américaine et chinoise : eux sont à l'abri de l'immigration de masse que nous subissons.

Aujourd'hui, en Afrique, il y a des élites, des gens formés, des idées et des projets, il faut discuter dans le respect, sans céder à une quelconque repentance. Il faut être clair : les relations durables doivent être sincères, honnêtes, basées sur la franchise des rapports. Les Français n'ont aucune responsabilité sur le passé, et si on faisait le bilan réel de la période coloniale on verrait vite que, comparativement à ce qui se passe aujourd'hui dans certains pays, celui-ci a été globalement positif !

### **" Régler le problème de l'immigration. "**

Dans un article du Journal Le Monde daté du 18 juin 2008 et intitulé " des villages maliens au bord de Seine ", nous pouvons voir avec crainte, ce que sera la France de demain si nous ne prenons pas ce problème d'immigration à bras le corps. Un fonctionnaire du ministère de l'immigration s'étonne de l'organisation en villages de certaines communautés sur notre sol : " Ces hommes ont recréé les mêmes conditions de vie que dans leur village ... C'est sidérant à voir ! "

Une colonisation à l'envers qui prend l'allure d'une invasion pour reprendre la terminologie exacte de Valéry Giscard d'Estaing. Au cœur de Paris, des gens avouent être rentrés en France en toute illégalité (trafic de faux papiers, de faux passeports, de fausses cartes de séjour) et en toute connaissance de cause, aidé par des " anciens " qui les guident dans leurs démarches, les accueillent et les exploitent. Personne ne le dira, mais il s'agit là d'un nouvel esclavagisme avec des complicités associatives, étatiques et gouvernementales. Dans tous les cas, le nouvel esclave vivra toujours mieux que dans la misère de ses origines.

Pour la France, ce phénomène déjà ancien est catastrophique, tant du point de vue économique (les aides sociales diverses ont un coût et l'argent gagné en France est renvoyé au pays !) que du point de vue de l'identité nationale. Dans ces quartiers, ces villes, le problème des langues régionales ne se pose pas. Seul se pose le problème de la présence de la langue française. Ce n'est plus à l'immigration de s'adapter à nos lois, nos coutumes, notre civilisation, c'est à la France et aux Français de tolérer, puis de s'assimiler aux us et coutumes des nouveaux arrivants !

*Suite de l'article page 3*

*Suite de l'article de Louis ALIOT*

Ce n'est pas le melting-pot comme certains tentent de nous le faire croire, c'est une substitution de population. Une forme moderne de colonisation qui n'ose dire son nom, lentement, mais sûrement. Sans compter que cette immigration est désormais mondiale.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Comment les politiciens français peuvent-ils accepter cette tiers-mondialisation de la France ? Jusqu'où peut-on aller ?

Au-delà de la réaffirmation de notre programme qui permettrait de stopper puis d'inverser les flux de l'immigration, de notre volonté de remettre à l'endroit l'histoire de la présence française outre-mer pour montrer un autre visage de la France aux jeunes générations, au-delà de notre désir de punir sévèrement tous les nouveaux marchands d'esclaves ou leurs complices (patrons ou associations communautaristes, antiracistes ou incitatives), notre intérêt national nous impose de relancer une nouvelle politique africaine basée sur le respect des identités et des peuples.

L'Union méditerranéenne de Sarkozy est un leurre et un danger. L'idée sous-tendue est de transformer l'espace géographique méditerranéen en un espace économique avant de procéder à l'effacement des frontières. Ce projet s'inscrit dans la logique mondialiste au détriment de notre intérêt, de notre identité et de notre civilisation.

Une nouvelle politique africaine doit contribuer à régler le problème de l'immigration en France. Si ce continent se développe, si l'économie démarre, s'il y a une amélioration des conditions de vie et une stabilité politique, les populations issues de ce continent reviendront chez elles dans un mouvement naturel, sans user de mesures coercitives même si la France est obligée de prendre des mesures énergiques et sans ambiguïté pour arrêter l'immigration et inverser les flux.

Soyons clairs, la France doit aussi envoyer un message sans équivoque : elle ne peut plus accueillir toute la misère du monde et les nouveaux arrivants n'auront plus droit à des prestations automatiques.

Dans le même temps, les gouvernements africains devront prendre des mesures destinées à empêcher l'immigration vers notre continent. Nous devons les y aider. L'avenir des Africains est en Afrique. Leur potentiel est important. Le Front National pourrait ainsi être le parti politique le plus dynamique dans la réalisation d'une vraie politique entre la France et l'Afrique, permettant, entre autres, de régler le problème de l'immigration tout en contribuant à faire décoller l'Afrique et au sein de celle-ci, l'Afrique francophone ! La France a tout à y gagner ! Pour sa survie, pour sa grandeur et sa renaissance.

## **COURRIER DES LECTEURS**

**De Henri M. de Port-Vendres :**

(...) Je vous exprime tout l'accord que j'ai pour votre parti.

J'ai suivi à la télé toute la carrière de Jean-Marie Le Pen, ne cessant d'admirer son courage, l'énergie de ses arguments et si souvent, le côté drôle de ses réparties. Je pense qu'il fut à l'apogée de son efficacité quant aux présidentielles de 2002 : en seconde position, il administra une mémorable volée au candidat Jospin, multi-gauchiste. Bravo ! Notre joie fut intense.

(...) Quelle erreur de nous avoir assujettis totalement à la voiture !

(...) Famille, religion, tout se liquéfie !

Vos idées, vos combats sont admirables... mais hélas ! rôdés depuis Léon Blum, nous ne faisons que mettre la politique tristement au rancard.

## LES COMMUNIQUES DE PRESSE D'ALAIN JAMET

### LE " CARREFOUR " DE L'ECOLOGIE

Ecologie ne rime pas forcément avec économie. La rime est trop pauvre et la Région trop riche. Qu'on en juge plutôt ! La majorité de notre assemblée - hormis le Front National, bien entendu - ne vient-elle pas de voter, au bénéfice de Carrefour une subvention de 104 000 euros pour la réalisation de la couverture de la toiture de la grande surface par des panneaux photovoltaïques ? Cette modeste obole, il est important de le souligner, représente tout de même 40 % du coût du projet du géant de l'alimentation. Si l'intérêt écologique de cette opération est douteux, le retentissement publicitaire qu'en attendent les deux partenaires sur le plan national est en revanche évident. La mode, aujourd'hui, est à l'écologie. A tout prix ?... mais pas à n'importe quel prix. Il serait intéressant de demander là-dessus leur avis aux cochons de payants !

### MES TRES " CHERS " FRERES

Le culte du mystère fait partie intégrante de la philosophie des loges maçonniques. C'est ainsi que, dans le plus grand secret, à l'abri des regards indiscrets, hors la vue de la presse et du public, de généreuses subventions sont régulièrement accordées par les collectivités locales à des associations " culturelles ". Le 2 décembre 2005, la Commission Permanente du Conseil régional consentait une aide de 60 000 euros à un incertain " centre culturel ", sans plus de précision. Cette délibération vient d'être cassée par le tribunal administratif. Il ne ressort pas, dit le jugement, " que l'utilisation du bâtiment par les loges réponde aux besoins de la population locale ".

Défenseur des contribuables, et seul de tous les groupes politiques (PS - PC - Verts - UMP - Non-Inscrits), le Front National s'opposa à l'époque à cette subvention accordée aux frères 3 points. Il ne peut donc que se féliciter de cette décision de " justice ".

### LA GUERRE DES GAUCHES

L'alliance de la gauche et du centre, (ce centre , objet de toute les convoitises et qui, comme l'horizon, s'éloigne à mesure qu'on s'en rapproche) ça ne marche pas. Nous venons d'en avoir l'éclatante démonstration lors des dernières élections en Italie. C'est pourtant la stratégie adoptée par le parti socialiste sur le plan régional. Nous ne saurions que l'encourager à persévérer dans cette voie.

Cette tactique, en effet, revêt à nos yeux deux avantages. Elle a pour premier résultat de faire disparaître de l'échiquier politique les rouges et les verts (écologues, communistes ou autres gauchistes), ce qui ne saurait que nous réjouir . Elle a pour autre avantage de conduire à une défaite inéluctable la gauche gouvernementale.

Dans une région où celle-ci détient quasiment tous les leviers de commande, la perspective de cet échec annoncé et prévisible ne serait pas non plus pour nous déplaire.

### EXPLICATION DE VOTE SUR LE CREDIT BAIL

Le Budget primitif 2008 a connu une augmentation très importante de l'emprunt. Notre Région est ainsi passée de 186,3 millions d'euros à 248 millions, soit 33 % d'augmentation très précisément.

Mais en réalité, grâce à la combine du crédit Bail, il faut normalement comptabiliser 102,5 millions d'euros supplémentaires, 102,5 millions d'euros subtilement camouflés par cette pirouette financière.

**Le Front National ne peut donc en aucun cas cautionner cette hausse de 88 % d'emprunt. Car nous savons que c'est en réalité 88 % d'impôt différé.**

Souvenons-nous, Mes Chers Collègues, du budget 2004, sous l'Ancien Régime, et de l'emprunt qui était de 49 millions d'euros. Que n'en a pas dit l'audit !

**LE MOT DE LA SECRETAIRE DEPARTEMENTALE, Marie-Thérèse FESENBECK :**

Chers amis,

Nous traversons une période hors élections mais le militantisme continue de plus belle. Celle que vous avez bien voulu élire au Conseil municipal de Perpignan a assisté à plusieurs événements, accompagnée d'une équipe de militants. C'est ainsi que nous avons participé :

- à l'office religieux organisé par l'ADIMAD,
- à la Commémoration des Morts pour la France en Indochine aux côtés du CNC 66 dirigé par le Colonel Jean Grisard,
- à la marche silencieuse organisée en souvenir de David Pernot, lâchement assassiné pour n'avoir pas voulu servir à boire à une personne en état d'ébriété. Le FN 66 a déposé une gerbe pour honorer sa mémoire et en soutien à sa famille.
- Le 14 juillet, Louis Aliot et moi-même avons refusé d'assister aux cérémonies et avons adressé un communiqué de presse aux divers journaux locaux :

**ABSENCE DES ELUS FN LE 14 JUILLET**

Les élus municipaux du groupe FN à Perpignan boycotteront les cérémonies du 14 juillet mais pas pour les mêmes raisons que les élus de gauche. Observant toute politesse élémentaire envers tout fonctionnaire, nous ne nous sentons pas concernés par la note de discipline distribuée au dernier Conseil municipal.

Par contre, n'approuvant pas la réception du Syrien El Hassad et de l'Algérien Bouteflika lors des cérémonies officielles du 14 juillet sur les Champs-Élysées, il nous est impossible de cautionner leur présence en France ce 14 juillet.

Nous avons participé au 64<sup>ème</sup> anniversaire de la libération de Perpignan, au dépôt de gerbe devant la stèle dédiée aux morts d'Algérie et aux rapatriés et érigée au Barcarès ainsi qu'à la messe en souvenir du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de 2 policiers assassinés par des malfrats devant une bijouterie.

Tous les matins durant plusieurs semaines, Philippe a organisé la distribution de différents tracts sur toute la ville de Perpignan malgré la chaleur. Qu'il en soit tout particulièrement remercié avec son équipe, ainsi que **Jean-Luc** qui a imprimé les tracts et **Viviane** qui est entrée en contact avec nos militants pour composer une liste municipale éventuelle.

De leur côté, les jeunes n'ont pas " chômé " malgré leur travail saisonnier. Ils se sont réunis à plusieurs reprises en organisant des repas, des collages sur Perpignan et ses environs. Ils ont ainsi gardé des liens très étroits durant la période estivale.

**Gregory Montabric ayant été nommé au printemps Secrétaire régional du Languedoc-Roussillon, a désiré laisser son poste de chargé de mission FNJ 66 à Julien Leonardelli qui lui-même a désigné, en concertation avec le groupe, Anthony comme chargé de mission adjoint.**

**A tous les trois, toute la fédération FN 66 adresse ses vives félicitations et tous ses encouragements pour leurs actions militantes présentes et à venir (Anthony a déjà organisé des collages !)**

Cette année, peut-on parler de reprise militante ? Je ne le crois pas, je dirai plutôt " rentrée politique " avec la venue de Marine Le Pen le dimanche 7 septembre. Elle se présentera devant les journalistes puis participera à la Fête des Tricolorres et au repas donnés en son honneur.

Nous avons participé le 2 septembre à la messe célébrée en l'honneur du soldat perpignanais " tombé " en Afghanistan et certains se rendront à l'Université d'été à Evian-les-Bains les 13 et 14 septembre.

Le mardi 23 septembre, le Tribunal administratif de Montpellier examinera les recours en annulation déposés par les listes adverses au Maire de Perpignan. Nous serons donc bientôt fixés sur une nouvelle élection éventuelle à Perpignan une quinzaine de jours après.

Dans cette attente, nous avons réceptionné le bureau de notre groupe au 21 rue Mailly à Perpignan, n° de téléphone : 04.68.63.86.94. Nous vous avertirons ultérieurement des jours et heures d'ouverture.

## A L'ETAT TOUT DEVIENT POSSIBLE !

Si l'identité nationale se veut d'être ouverte, on assiste à une émergence d'identités communautaristes de plus en plus reconnues, mais il faut prendre garde qu'elles ne se complaisent pas dans un comportement de repli de soi avec, pour conséquence, des failles irréversibles dans notre communauté. Notre identité nationale est menacée par l'écllosion de particularismes ethniques et religieux avec l'arrivée de flux migratoires de toutes origines, dont certains nourrissent des stratégies identitaires, voulant affirmer, voire imposer leurs propres cultures, leurs coutumes civiles et religieuses, lesquelles font pression sur la République par le biais des associations communautaristes.

Je prends pour exemple l'immigration illégale représentée par les " Sans papiers ". Leurs souhaits de vie, de travail, de droit à la régularisation sont exigés par le prétexte de **leur durée en temps de présence** sur notre sol. Ces irréguliers réussissent à se faire régulariser par des manifestations de rue, des occupations de lieux de culte catholique (jamais de mosquées), avec l'appui des associations et chefs politiques.

Ainsi s'imposent-ils, l'Etat s'incline grâce à cette politique moutonnaire de justice forcée. De ce sujet sérieux, amusons-nous par des plaisanteries délirantes :

- Verrons-nous un jour des associations défendre certains contrevenants, hors-la-loi qui pourraient espérer, pourquoi pas ? certaines obtentions, régularisations, miséricordes de l'Etat.

- Par exemple : ceux qui n'ont jamais obtenu un permis de conduire, et qui roulent depuis des années sans contravention ni accident. A ces bons conducteurs (sic), en récompense ! l'Etat leur accorderait un permis de conduire régularisé !

- De même pour les chasseurs sans permis n'ayant jamais eu d'accident de chasse.

- Idem pour les illégaux de la médecine qui ont exercé pendant des années, sans plainte contre eux... L'Etat miséricordieux jugerait moins dangereux d'accorder à ces contrevenants (éprouvés ?) une dérogation !

- Ces grâces concédées partialement à autrui, à certains par des associations " Droits de l'homme " et par des politiciens aux irréguliers de l'immigration me font m'exprimer par des contresens plaisants :

- L'UMP de SARKO a pour slogan " Ensemble tout devient possible ".

- Je le tourne avec esprit par le titre de mon article :

**A L'ETAT TOUT DEVIENT POSSIBLE !**

**BORIS P. DU BARCARES**



## LA NATION ET L'ETAT de Paul GARD

Le honteux traité de Lisbonne s'ajoute et complète toute une série d'abandons. Signé par l'infâme Sarkozy et ratifié par des parlementaires traîtres à leur mandat, ce document diplomatique peut être comparé au traité de Troyes. Isabeau de Bavière avait abandonné le royaume de France aux mains du roi d'Angleterre. Met-il un point final à l'Histoire de France ? Il met " seulement " fin à l'Etat français. Je suis sûr que ce n'est que provisoirement, car c'est déjà bien trop ! Mais le provisoire peut durer !

C'est très grave pour la France qui est un Etat - Nation. L'Etat est pour la France le seul support de la Nation. Nous avons maintenant une Nation sans Etat, donc sans défense ! Même si ce traité et sa ratification sont illégitimes, ces documents ont les apparences formelles d'une mesure légale. Ce n'est pas un Conseil Constitutionnel partisan qui dira le Droit.

Malgré cette apparence légale, son illégitimité donne moralement le droit à tout citoyen Français de ne pas le respecter. Chacun a, non seulement le droit, mais le devoir de RESISTER aux conséquences pratiques de ce " chiffon de papier ".

Cette résistance peut prendre mille et un aspects. Il n'y a pas que les bombes et les attentats qui, Dieu merci, constituent des actes de résistance. Celle-ci peut revêtir bien d'autres formes.

La dernière guerre a connu la " Défense Passive ". Elle a prouvé son utilité et son efficacité. Il y eut aussi la résistance passive et mille autres formes non violentes, et même d'apparence non illégale, de résistance !

Des campagnes de résistance, convenablement orchestrées, portant chacune sur un point précis, peuvent, sans grand risque pour les participants, provoquer beaucoup d'ennuis et de dégâts aux Autorités Etrangères qui vont exercer leur pouvoir de fait sur notre pays asservi.

Pensez-y, parlez-en, en famille, entre voisins, au travail, dans vos relations. Sans violence, sans rien d'illégal, nous avons la possibilité, si nous le voulons, de rendre la vie difficile à ceux qui auront pour tâche d'imposer à notre peuple les volontés étrangères ! Quand j'écris " étrangères " je ne peux m'empêcher de penser " ennemies " . Ces instances européennes, ces tribunaux étrangers auxquels nous sommes soumis, c'est la Kommandantur actuelle et ce sont les Tribunaux de l'armée Allemande de triste mémoire. Contrairement aux fables que l'on nous raconte, ce ne furent ni les attentats, ni les maquis qui générèrent le plus les occupants entre 1940 et 1944. Ce furent les mille petits actes de temporisation, de retards, administratifs ou autres, les atermoiements, la passivité, les dérobadés, qui entravèrent le plus efficacement la grosse machine des autorités occupantes.

Un acte de RESISTANCE simple à la portée des plus faibles c'est de cultiver la langue française, de l'écrire, de la parler en nous efforçant de la pratiquer le plus correctement possible. Souvenez-vous du Conte du lundi d'Alphonse DAUDET : " La dernière classe ". Répandons nos vieilles chansons ! Conservons, remettons en pratique tous les gestes et les expressions de la politesse française, surtout ceux que nous avons négligés ces dernières décennies !

Contrairement à ce que certains esprits pourraient penser, ces comportements ne sont pas dérisoires ! C'est en sonnant de la trompette que Josué a fait s'écrouler les murailles ! Plus nous franciserons notre société plus facilement nous pourront recouvrer un Etat Souverain. Un Etat qui n'est pas le reflet de la société qu'il doit représenter n'est pas viable ! C'est pourquoi les médias (journaux et télé) aux ordres des puissances financières internationales ont tant fait pour " américaniser " notre vie quotidienne.

Transposons, en les traduisant librement, et appliquons à notre situation actuelle ces vers de Frédéric MISTRAL : " *D'un vieux peuple, fier et libre nous sommes peut-être l'aboutissement, mais d'une Nation qui reverdit, nous sommes sans doute les premiers bourgeons, et demain les dirigeants !* "

Soit avec, soit en dehors des partis et des organismes divers du Mouvement National, n'ayons qu'une pensée : RESISTER !

Un ultime espoir subsiste, c'est qu'un sursaut du Peuple Irlandais nous libère définitivement des chaînes européistes. Que Saint Patrick, patron de la Nation Irlandaise éclaire ses compatriotes !

## TRISTES FINS DE VACANCES....

Par Edouard Fesenbeck

Triste fin de vacances, j'aurais aimé avoir des choses gaies et agréables à vous raconter, malheureusement l'actualité s'est chargée de remettre les pendules à l'heure...

En effet, je ne peux m'empêcher de penser sans cesse au triste sort réservé à nos jeunes Paras par la faute de notre propre gouvernement et surtout de ceux qui le dirigent. Lorsqu'on envoie des jeunes de vingt ans mourir au loin, il faut que la cause soit juste, la guerre gagnable, ce qui n'est pas le cas. Il faut savoir que l'Afghanistan n'est pas un pays homogène mais un conglomérat de tribus guerrières menées par des " CHEFS DE GUERRE " invincibles depuis GENGIS KHAN. Même l'armée rouge s'y est cassée les dents et en est repartie, humiliée pour des décennies.

Alors que les jeunes, envoyés pour faire plaisir à BUSCH (l'oncle SAM), étaient peu ou presque pas aguerris, ceux d'en face l'étaient depuis parfois des décennies. Mais là où la responsabilité de nos dirigeants atteint des sommets, c'est le manque de moyens dont peuvent disposer nos armées. D'année en année, les crédits ont été rognés et ne serait-ce qu'en ce qui concerne les transports, nous dépendons en grande partie de l'OTAN, c'est à dire des Américains. Ceux qui sont morts avaient eu en tout quelques mois de formation spécifique à l'Afghanistan. Mais il y a pire, ceux que l'on a envoyés " pour les remplacer " n'en ont aucune, seule une formation classique...

Cette guerre se terminera, si un jour elle se termine, de la même manière que pour les Russes. On ne peut pas la gagner. Je parle en connaissance de cause car j'ai moi-même participé durant plus d'une décennie en unité combattante à des guerres similaires, toutes ont été perdues. On peut vaincre une Armée, pas un Peuple. Il y aurait assez à faire chez nous pour ne pas nous mêler des affaires des autres. Inclignons-nous avec respect devant cette jeunesse sacrifiée pour rien et n'oublions pas leurs familles. Espérons aussi que la raison reprenne le dessus chez nos responsables avant des deuils sans fin, et surtout sans objet, car des terroristes, il y en a certainement déjà

pas mal chez nous.

Mais comment espérer qu'un Président reprenne raison alors qu'il se comporte comme le pire des dictateurs d'une République bananière ? Des exemples ? Le responsable de la sécurité en Corse limogé parce que les Indépendantistes ont occupé la pelouse de la villa de son ami personnel Ch. CLAVIER pendant une heure, sans faire de dégâts.

Cela doit interpellé pas mal de citoyens lambda dont les Roms occupent de force les terrains et ce, durant parfois des semaines. Si toutes les occupations illégales en France étaient réglées d'une manière aussi prompte avec la même mesure disciplinaire à la clé, ce serait un véritable tsunami dans la maison " Privilèges "...

Et la fin des problèmes de son grand ami TAPIE ? A l'issue d'une procédure illégale, celui-ci va toucher 400 millions d'euros provenant de nos impôts, alors que l'on affirme en haut lieu que l'Etat est en faillite, que les caisses sont vides, pas pour les amis de SARKO, puisque TAPIE vient de toucher aujourd'hui même déjà 198 millions d'euros à titre d'avance. Une honte ! Et j'espère de tout cœur qu'une association de contribuables introduira un recours contre ce cadeau totalement illégal. Marine Le Pen a déjà introduit son propre recours.

La seule chose qui me met en joie dans cette affaire, c'est la tête des électeurs de SARKO, tous cocus ! Ils ont cru voter pour la droite ? Ils ont eu des Ministres de gauche. Ils ont cru voter contre l'entrée de la Turquie en Europe ? C'est le contraire qu'il affirme aujourd'hui. Le pouvoir d'achat, vous pouvez vérifier tous les jours ce qu'il en est...

Et pour finir, il faut croire que le ridicule ne tue plus. Madame SARKO, qui affirme être d'extrême gauche, a distribué son disque aux Ministres à la sortie de Matignon et pris des photos en robe de soirée sur le toit de l'Elysée !!! Tante YVONNE (Madame DE GAULLE) doit se retourner dans sa tombe.

**Décidément, les Français ont le chic de pratiquer l'auto flagellation.**

### ADHESION & ABONNEMENT

NOM : ..... Prénom : ..... Adresse : .....  
Tél : ..... Date de naissance : ..... Profession : .....

J'adhère au FRONT NATIONAL par une adhésion :

- |  |   |   |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> Simple : 50 €     | <input type="checkbox"/> Jeune - 25 ans ou chômeur : 30 € | <input type="checkbox"/> Couple : 80 €            |
| <input type="checkbox"/> De soutien : 90 € | <input type="checkbox"/> Bienfaiteur : 130 €              | <input type="checkbox"/> Prestige : 250 € et plus |

Je m'abonne à LA FLAMME DU ROUSSILLON :

- |   |   |   |
|---|---|---|
| <input type="checkbox"/> Je soutiens votre action et je verse ..... | € | <input type="checkbox"/> Abonnement bienfaiteur : 20 € et plus. |
| <input type="checkbox"/> Abonnement : 10 €                          |   |   |

**FN 66 - BP 90416 - 66004 PERPIGNAN - TEL : 04.68.55.20.63**



# Fédé - infos 66

LA CIRCULAIRE INTERNE DU FRONT NATIONAL 66 - n° 44 - Septembre / Octobre 2008

## N'OUBLIEZ PAS VOTRE RENOUVELLEMENT - LE FRONT NATIONAL A BESOIN DE VOUS !

### **QUESTIONS POSEES PAR LOUIS ALIOT LORS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2008 SUR LES SUBVENTIONS A ALLOUER A DIVERSES ASSOCIATIONS :**

A cette heure avancée, je serai rapide puisque j'aurai l'occasion d'y revenir. Je ne suis pas convaincu, vous vous en doutez, par toutes les mesures qui concernent la politique de la Ville. Parce que depuis 20 ans, ce concept qui a été imaginé par la gauche mitterrandienne, avec des ministres célèbres, Bernard TAPIE à l'époque, a consisté à arroser d'un certain nombre de subventions, les associations choisies selon des critères qui me paraissent bizarres. Il y en a un certain nombre dans votre liste qui me laissent songeur, ne serait-ce que par l'intitulé.

Par exemple " **le coup de soleil** " me fait penser que c'est de la sensibilisation à la crème solaire pour les coups de soleil ! Non ? C'est la sensibilisation sur les conditions de la femme. Mais il faudrait qu'on aille plus loin pour savoir les conditions de la femme, où ? Dans quel milieu ? Concernant quelles communautés par exemple ? Tout cela serait très intéressant à regarder.

Il y a d'autres associations. Par exemple sur la citoyenneté. Et je vois, dans la citoyenneté, le fameux club de jeunes 35 sur le quai Vauban. Bon. Moi j'ai appris à l'école laïque, républicaine, que la citoyenneté, c'était aussi le respect du pluralisme politique ou des opinions. Je trouve que financé par les impôts des contribuables perpignanais, le club 35 pose un problème. Il a fait un débat pour l'élection municipale où il n'a pas invité un certain nombre de représentants de certaines listes.

Donc cet ensemble de choses, l'échec de cette politique, 170 000 € pour cet avenant là, nous conduit à voter contre l'ensemble de la délibération mais, au cas par cas, nous reviendrons pour montrer qu'il y a d'autres voies que cette mutualisation d'associations qui, quelquefois, font un travail qui est contraire à l'ordre public, à la cohésion sociale, et même à la paix civile dans certains quartiers.

### **LE DRAPEAU TIBETAÏN**

***par le groupe des élus FN au Conseil municipal de Perpignan***

Nous nous étonnons que le Maire Jean-Paul ALDUY n'ait pas jugé utile d'informer les élus du Conseil municipal de Perpignan des pressions effectuées par la Préfecture afin que le drapeau tibétain ne soit pas hissé sur le fronton de la Mairie, comme le prévoyait la motion votée en séance du Conseil municipal le 26 mai 2008.

Nous condamnons cette décision de la Préfecture qui reflète la position du gouvernement français de ne pas fâcher la Chine dans ses agissements au détriment des droits de l'Homme.

---

Renseignements : **FRONT NATIONAL 66**

21, rue Messidor - BP 90416 - 66004 Perpignan Cedex - 04.68.55.20.63

1<sup>er</sup> site : <http://louisaliot.over-blog.fr> - 2<sup>ème</sup> site : <http://fnj66.hautetfort.com>

3<sup>ème</sup> site : [www.fn-languedocroussillon.com](http://www.fn-languedocroussillon.com)

Courriels : [frontnational66@free.fr](mailto:frontnational66@free.fr) & [fnj-66@hotmail.fr](mailto:fnj-66@hotmail.fr)

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2008**

### **par Marie-Thérèse FESENBECK**

J'avais surnommé le 3<sup>ème</sup> Conseil municipal comme étant " le Grand Guignol ", mais celui-ci n'a rien à lui envier sauf peut-être qu'il a été plus court (seulement 5 h 30) !

Toujours la vidéo de Clotilde Ripoull, Henri Vilanova s'exprimant en catalan sans prendre la peine de traduire en français, heureusement (si je puis dire), Jordi Vera traduit en français presque simultanément ses propos en catalan.

Mais un Conseil municipal ne se limite pas, pour les élus à " faire le cirque " dans une arène qui devrait être celle d'une assemblée d'élus corrects en toutes circonstances.

Le brouhaha est tel, que même le journaliste de l'Indépendant s'est trompé en transcrivant que le groupe FN avait voté pour le Pont de la Têt ! Quelle erreur ! Notre positionnement dans notre programme électoral, était que face à la construction du 4<sup>ème</sup> pont sur la Têt, à l'emplacement choisi par le candidat Jean-Paul Alduy, Louis ALIOT, s'il avait été élu maire de la Ville de Perpignan, aurait bloqué le projet de pont pour proposer comme solution alternative l'élargissement du pont Alfred Sauvy (celui de la déchetterie), faisant faire des économies à la Commune et donc aux contribuables perpignanais.

Nous continuons d'avoir la même attitude d'opposition, celle qui cadre avec nos idées nationales et pour le bien des citoyens.

- Nous avons exprimé notre souhait que les travaux de la mise en accessibilité des voiries et espaces publics pour les handicapés débutent le plus rapidement possible après le lancement de l'étude. Nous avons demandé que ces lieux leur soient vraiment réservés et non comme les emplacements de parking qui ne sont pas respectés par les non handicapés.

- Louis Aliot est intervenu sur l'implantation de nouvelles caméras de vidéosurveillance (pas celle de Clotilde Ripoull !) en précisant que les caméras, c'est bien, mais qu'il **faut en amont rétablir le rôle de la famille.**

- Nous nous sommes prononcés pour la réhabilitation des quartiers du centre ville afin de les rendre plus conformes à notre mode de vie actuel, pour l'école supérieure d'art avec à la clé l'obtention d'un master.

Par contre nous nous sommes abstenus ou avons voté contre les diverses subventions allouées à des évènements pseudo-artistiques.

Notre principal souhait est que notre bonne ville de Perpignan retrouve sa sérénité au sein du Conseil municipal, de la discipline, et de par notre travail à tous, des résultats positifs pour le contribuable perpignanais.

## **LE COMMUNIQUE DE PRESSE de Marie-Thérèse FESENBECK :**

### **MANIFESTATION DES HANDICAPES**

Les élus du groupe FN au Conseil Municipal de Perpignan apportent leur soutien total aux handicapés dont les allocations attribuées les maintiennent dans un quasi-état de dénuement permanent.

Aucun pays civilisé digne de ce nom ne devrait tolérer une situation pareille car elle est actuellement sans issue et d'autant moins méritée qu'elle n'est nullement de leur faute.

Que nos gouvernants y pensent lorsqu'ils " empochent " leurs indemnités à la fin du mois afin de prendre les dispositions nécessaires pour y remédier.